



Nous, participants au meeting convoqué lundi 6 juin 2011 à la Bourse du travail de Paris par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, après avoir entendu Elie DOMOTA, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) et porte-parole de Lyannaj kont pwôfitasyon (LKP) affirmons :

La répression contre les syndicalistes en Guadeloupe représente une remise en cause intolérable des droits syndicaux et démocratiques de tous les travailleurs. C'est une atteinte aux droits de l'ensemble du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, et une remise en cause des Conventions 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail (OIT).



Nous prenons ici l'engagement de tout mettre en œuvre pour que cessent les graves atteintes aux libertés syndicales en Guadeloupe, pour que se développe largement dans le mouvement ouvrier l'exigence de

- L'arrêt immédiat de la répression antisyndicale en Guadeloupe !**
- La levée immédiate de toutes les poursuites judiciaires contre les responsables et militants de l'UGTG et des autres organisations du LKP !**

Pour être informés des suites de la campagne, contactez-nous : eit.ilc@fr.oleane.com